



Conseil économique
et social

Distr.
LIMITÉE

E/ICEF/1996/P/L.20/Add.1
2 juillet 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Troisième session ordinaire de 1996
16-19 septembre 1996
Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

POUR SUITE À DONNER

RECOMMANDATION CONCERNANT LE PROGRAMME DE PAYS**

Cuba

Additif

RÉSUMÉ

Le présent additif à la note de pays présentée au Conseil d'administration à sa première session ordinaire, en janvier 1996, contient la recommandation finale concernant le programme de pays qui sera soumise à l'approbation du Conseil.

Il contient une recommandation concernant le financement du programme de Cuba, dont le niveau annuel de planification est égal ou inférieur à un million de dollars. La Directrice générale recommande au Conseil d'administration d'approuver un montant de 5 millions de dollars à prélever sur la masse commune des ressources, dans la limite des fonds disponibles, et un montant de 10 millions de dollars à prélever sur les fonds supplémentaires, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales, pour la période allant de 1997 à 2001.

* E/ICEF/1996/18.

** La note de pays initiale ne contenait que des chiffres indicatifs pour la coopération au programme prévue. Les chiffres figurant dans le présent additif sont définitifs et tiennent compte des soldes non engagés au titre de la coopération au programme à la fin de 1995. Ils seront indiqués dans l'état récapitulatif des engagements recommandés en 1996 pour les programmes à financer par prélèvement sur la masse commune des ressources et à l'aide de fonds supplémentaires (E/ICEF/1996/P/L.43/Add.2).

DONNÉES DE BASE

(1994, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants (0 à 15 ans/millions)	2,65
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (TMM5) (pour 1 000 naissances vivantes)	10
Taux de mortalité infantile (TMI) (pour 1 000 naissances vivantes)	9
Pourcentage des enfants présentant une insuffisance pondérale (moyenne et grave) à la naissance	..
Taux de mortalité maternelle (TMM) (pour 100 000 naissances vivantes)	..
Taux d'alphabétisation (% hommes/femmes) (1995)	96/95
Taux net de scolarisation (% net, garçons/filles) (1993)	99/100
Pourcentage des enfants inscrits au cours élémentaire qui atteignent le cours moyen (1993)	95
Pourcentage de la population ayant accès à de l'eau salubre	93
Pourcentage de la population ayant accès aux services de santé (1993)	98
Produit national brut (PNB) par habitant	1 173 \$
Enfants de 1 an ayant reçu une série complète de vaccins contre :	
la tuberculose	99 %
la diphtérie/coqueluche/tétanos	100 %
la rougeole	100 %
la poliomyélite	93 %
Femmes enceintes vaccinées contre :	
le tétanos	61 %

LA SITUATION DES ENFANTS ET DES FEMMES

1. La situation des enfants à Cuba a souffert d'un certain nombre de facteurs, dont l'embargo, ainsi que de facteurs internes et d'autres facteurs externes. Entre 1989 et 1993, le produit national brut de Cuba a fléchi de 35 %. Le long processus de reconstruction de l'économie a commencé en 1993, avec des réformes concrètes pour la rendre plus concurrentielle dans des circonstances nouvelles. En même temps, la politique consistera à maintenir une culture d'égalité des chances et la priorité la plus élevée.

/...

2. En dépit des circonstances difficiles, le pays peut toujours se prévaloir du plus faible taux de mortalité infantile dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, soit 9 pour 1 000 naissances vivantes. Cuba a atteint les objectifs de mi-décennie en ce qui concerne la vaccination et la lutte contre les maladies diarrhéiques et les infections aiguës des voies respiratoires. Les autorités sont déterminées à continuer d'apporter des améliorations dans le domaine de la santé et privilégient actuellement les soins de santé primaires (SSP) au lieu des soins hospitaliers. Les déficiences en micronutriments persistent: environ 60 % des femmes enceintes et 50 % des enfants au-dessous de l'âge de 6 ans souffrent d'anémie ferriprive, et on relève des carences en vitamine A et en iode. L'incidence de l'insuffisance pondérale à la naissance, environ 8 %, est inférieure à la moyenne régionale (11 %). Elle a fléchi au cours des années 80, mais s'est légèrement améliorée ces dernières années. Atteindre les buts fixés en ce qui concerne l'alimentation en eau compte parmi les objectifs du programme recommandé de coopération.

3. Cuba a atteint les objectifs du Sommet mondial pour les enfants en ce qui concerne l'enseignement. À 99 %, la scolarisation primaire est comparable à celle des pays industrialisés et, à 3 %, le taux de redoublement à l'école primaire est le plus faible de la région. Bien que Cuba ait un solide corps enseignant, les réalisations en matière de qualité sont également en danger. Dans l'enseignement préscolaire, Cuba crée actuellement des institutions non scolaires, en cherchant à étendre le nombre de bénéficiaires par des modalités participatives et non traditionnelles.

4. Dans le contexte des changements qui affectent Cuba, atteindre - ou, dans la plupart des cas, consolider - les objectifs pour l'an 2000 nécessitera un renforcement des capacités institutionnelles pour l'analyse, le contrôle, l'évaluation et la fixation du coût des programmes et pour mettre au point d'autres moyens de maintenir les acquis sociaux. Ces problèmes de gestion deviennent de plus en plus importants pour la coopération dans le cadre de l'UNICEF.

LE PROGRAMME DE COOPÉRATION POUR LA PÉRIODE 1992 À 1996

5. Le soutien de l'UNICEF au cours de la période 1992-1996 a été étendu au Plan national d'action (PNA) pour les enfants. Les principaux objectifs consistaient à: a) élargir l'accès à l'eau potable salubre et aux services sanitaires de base dans les collectivités rurales; b) mettre au point un programme non formel d'enseignement préscolaire; c) mettre en oeuvre un programme national d'enseignement pour les familles, fondé sur «Savoir pour sauver»; et d) élever encore les niveaux de qualité déjà atteints dans le domaine de la santé maternelle et infantile (SMI).

6. Dans le domaine de l'approvisionnement en eau des zones rurales, l'aide de l'UNICEF a dépassé l'objectif consistant à assurer l'accès à l'eau potable pour 336 000 personnes, pour atteindre le chiffre de 400 000 personnes, soit une augmentation de 56 à 58 % de la population rurale concernée. Sur le plan de l'assainissement, l'objectif consistait à passer de 68 à 77 % de bénéficiaires; l'aide de l'UNICEF a permis d'atteindre le chiffre de 81 % en 1995.

7. Le programme «Éduquez votre enfant» («Educa a tu Hijo») d'enseignement préscolaire non formel a rencontré un vif succès. L'objectif à atteindre était de 287 000 enfants; son succès inattendu a permis d'atteindre le chiffre de 575 000 enfants concernés.

8. Le programme «Savoir pour sauver» d'enseignement public représente un effort conjoint des réseaux nationaux de télévision et de radio, de la presse écrite, de la Fédération des femmes cubaines (Federación de Mujeres Cubanas) et des Ministères de la santé publique et de l'éducation. «Savoir pour sauver» ainsi que d'autres sujets importants ont fait l'objet d'émissions quotidiennes à la télévision et à la radio.

9. Les réalisations dans le domaine de la santé maternelle et infantile se traduisent par un taux actuel de mortalité infantile de 9 pour 1 000 naissances vivantes en 1995, l'objectif national étant de 10 pour 1 000 en 1996. Les efforts visant à réduire le taux de mortalité maternelle n'ont pas été couronnés de succès. L'objectif consistant à maintenir des consultations prénatales fréquentes et la détection précoce des grossesses à haut risque a été atteint, mais la qualité des services obstétriques hospitaliers s'est dégradée au cours de la première moitié de la décennie, suite à la réduction des ressources.

Enseignements tirés de la coopération passée

10. L'examen à mi-parcours tenu en novembre 1994 a confirmé la pertinence des domaines de programmation: santé, éducation, alimentation en eau et assainissement, planification et politique sociale. Cependant, l'évolution de la situation nécessitera des approches nouvelles. Dans le domaine de la santé, par exemple, on tend à privilégier les soins de santé primaires par rapport aux services hospitaliers, l'ensemble des 28 000 médecins de famille remplissant des rôles nouveaux de gestionnaires en matière de santé, d'éducateurs et de dispensateurs de soins. Dans le secteur de l'éducation, le souci de la qualité de l'enseignement primaire conduit actuellement à un système de contrôle des performances scolaires. Les déficiences en micronutriments ont appelé de plus en plus l'attention, comme aussi des éléments de l'éducation sanitaire tels que les programmes d'alimentation en eau et d'assainissement. Dans le domaine de la planification et de la politique sociale, il y a une demande croissante pour une information précise et actualisée sur la situation des enfants, sur laquelle fonder des décisions concernant le programme, en particulier au niveau provincial, et la mise en place de 15 programmes provinciaux d'action (PPA) a permis une planification décentralisée, mieux adaptée aux besoins.

11. À ce jour, la problématique hommes-femmes dans la programmation n'a pas été traitée d'une manière suffisamment systématique. Par exemple, on s'est rendu compte que l'on est passé à côté d'une opportunité importante de mobilisation des collectivités - et des femmes en particulier - autour de la question de l'approvisionnement en eau. De même, il convient d'utiliser le programme d'éducation au niveau des collectivités pour s'attaquer systématiquement à la problématique hommes-femmes.

COOPÉRATION RECOMMANDÉE AU PROGRAMME, 1997-2001

Dépenses annuelles estimées

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<u>1997</u>	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>Total</u>
<u>Ressources générales</u>						
Santé	240	245	250	255	260	1 250
Eau et assainissement	240	230	220	210	200	1 100
Éducation	190	195	200	205	210	1 000
Politique sociale et gestion	80	80	80	80	80	400
Appui au programme	<u>250</u>	<u>250</u>	<u>250</u>	<u>250</u>	<u>250</u>	<u>1 250</u>
Sous-total	<u>1 000</u>	<u>1 000</u>	<u>1 000</u>	<u>1 000</u>	<u>1 000</u>	<u>5 000</u>
<u>Fonds supplémentaires</u>						
Santé	592	616	639	662	688	3 197
Eau et assainissement	800	750	700	650	600	3 500
Éducation	459	483	508	533	557	2 540
Politique sociale et gestion	120	120	120	120	120	600
Appui au programme	<u>29</u>	<u>31</u>	<u>33</u>	<u>35</u>	<u>35</u>	<u>163</u>
Sous-total	<u>2 000</u>	<u>2 000</u>	<u>2 000</u>	<u>2 000</u>	<u>2 000</u>	<u>10 000</u>
TOTAL	<u>3 000</u>	<u>3 000</u>	<u>3 000</u>	<u>3 000</u>	<u>3 000</u>	<u>15 000</u>

12. L'objectif de Cuba en ce qui concerne les enfants et les femmes pour l'an 2000 et au-delà est de maintenir un accès universel à des services sociaux de qualité. L'objectif, tel que défini dans le PNA, comprend également une accentuation essentielle de l'équité. Par conséquent, l'objectif du soutien de l'UNICEF consistera essentiellement à: a) maintenir l'accès universel à des soins de santé primaires de qualité et à l'enseignement de base; b) tendre vers un accès universel à des équipements suffisants en matière d'eau et d'assainissement.

13. Les objectifs de la coopération sont certes ambitieux, mais l'infrastructure sanitaire et éducative de Cuba compte parmi les plus avancées de la région et est assortie d'un capital humain solide. L'UNICEF procurera les intrants stratégiques qui contribueront à maintenir à des niveaux acceptables de qualité le système actuel de services de base et aideront le gouvernement à mettre au point des utilisations différentes et meilleures des ressources limitées existantes.

14. L'appui fourni par l'UNICEF s'inscrit dans le contexte du Plan national d'action élaboré en 1991 et de chacun des 15 programmes provinciaux d'action définis en 1995. L'aide financière, technique et d'approvisionnement apportée

/...

par l'UNICEF représente un intrant stratégique qui complète les ressources allouées au programme par les instances nationales et provinciales et les organisations communautaires à Cuba.

15. La présente recommandation concernant le programme de pays est le résultat des efforts conjugués des Ministères de l'investissement étranger et de la collaboration économique, de la santé publique et de l'éducation, de l'Institut national des ressources hydrauliques et de l'UNICEF. Il a été élaboré en concertation avec les organismes des Nations Unies représentés à Cuba, sous les auspices du coordinateur résident. En outre, des concertations formelles et informelles ont eu lieu avec les missions du Canada, de l'Allemagne, de l'Italie, des Pays-Bas et de l'Espagne.

Santé

16. L'objectif du programme sanitaire consiste à préserver les réalisations de Cuba en ce qui concerne les objectifs du Plan national d'action liés à la santé et à la nutrition, y compris ceux qui touchent à la vaccination, au recours à la thérapie de réhydratation orale, et aux déficiences en micronutriments. Une attention particulière sera accordée à la mortalité maternelle et à l'insuffisance pondérale à la naissance.

17. Un projet visant l'hygiène familiale mettra l'accent sur les «médecins de famille» de Cuba, qui sont au nombre de 28 000 et desservent chacun 700 personnes environ. La réforme permanente du régime des soins de santé, appuyée par l'Organisation panaméricaine de la santé/Organisation mondiale de la santé (OPS/OMS) et d'autres organismes, prévoit un recours plus efficace aux médecins de famille en tant qu'éducateurs sanitaires et que médecins de santé communautaire. Leurs cabinets de consultation ne se borneront pas à administrer les vaccins courants, à surveiller la croissance et à dispenser des traitements mais deviendront des centres d'éducation à la santé, de soins de santé maternelle, de promotion de l'allaitement maternel, de santé génésique et de conseils sanitaires aux adolescents. La masse commune des ressources contribuera à assurer que les médecins de famille disposent des fournitures de base pour la vaccination. Les fonds supplémentaires seront utilisés en vue d'aider à la formation des 28 000 médecins de famille à leurs tâches nouvelles en matière de gestion de la santé, de soins maternels (en particulier pour les grossesses à haut risque), de situation sanitaire et nutritionnelle et autres indicateurs épidémiologiques, et des méthodes éducatives et de conseil. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) fournira le soutien technique et d'approvisionnement pour la composante du projet qui touche à la santé génésique. Le projet contribuera par ailleurs, par des bulletins d'information réguliers, à maintenir à jour les connaissances des médecins de famille et des infirmières en matière de soins de santé.

18. Un financement supplémentaire permettra l'approvisionnement en matières premières pour la production de compléments de fer et d'acide folique à administrer à la quasi-totalité des 160 000 femmes enceintes par an. Cette stratégie devrait contribuer à réduire les déficiences maternelles en micronutriments et l'incidence de l'insuffisance pondérale à la naissance.

/...

L'UNICEF assurera une aide technique dans le cadre de la mise au point de stratégies d'enrichissement des produits alimentaires en fer et en vitamine A, en tant qu'alternative à long terme. Le programme assurera également les fournitures permettant d'assurer l'iodation de la totalité du sel destiné à la consommation humaine, produit à Cuba.

Eau et assainissement

19. Le programme relatif à l'eau et à l'assainissement se situe dans le prolongement des mesures entamées dans le cadre du programme de coopération précédent, mais accentue à présent les opportunités de mobilisation des potentialités des collectivités, en particulier la participation des femmes à la conception et à la gestion des systèmes d'approvisionnement en eau. La masse commune des ressources sera utilisée pour alimenter en eau salubre quelque 120 000 habitants de 150 collectivités rurales, et les fonds supplémentaires éventuels permettront de faciliter l'accès à l'eau potable pour 360 000 autres personnes. Ceci représente un élargissement du nombre de bénéficiaires, qui passera ainsi de 89 % à l'objectif du Plan national d'action, à savoir l'accès quasi universel. La composante d'assainissement du programme atteindra 50 000 bénéficiaires dans 300 collectivités environ des cinq provinces orientales de Las Tunas, Guantanamo, Santiago de Cuba, Granma et Holguin, grâce aux fonds supplémentaires.

20. Si les aspects techniques du programme sont inchangés (à savoir l'utilisation de technologies bon marché telles que les puits, les éoliennes et les réseaux gravitaires pour l'alimentation en eau, ainsi que la construction de latrines pour l'assainissement de base), des efforts nouveaux seront consentis en vue de garantir la participation systématique des sections locales de la Fédération des femmes cubaines à la conception et à l'entretien des systèmes de distribution d'eau. La stratégie de fourniture des services se trouve ainsi complétée par une stratégie d'habilitation. La participation des groupes de femmes au programme en tant que partenaires à part entière du service national de distribution d'eau et des autorités municipales leur confère une base de mobilisation pour la problématique hommes-femmes en général.

21. Le soutien de l'UNICEF en matériaux, assistance technique et appui aux groupes de femmes est complété par l'appui de CARE-Canada à la formation de techniciens hydrauliques aux méthodes participatives requises pour assurer la pleine participation des collectivités. L'OPS/OMS assurera le soutien à la chloration des réseaux de distribution d'eau dans le cadre de son initiative plus large des «municipalités saines» (Municipios Saludables).

Éducation

22. Le programme relatif à l'éducation de base poursuit les objectifs suivants:
a) préserver la qualité du système existant d'enseignement primaire;
b) renforcer et étendre le système d'enseignement préprimaire non institutionnel; c) élargir le programme permanent d'éducation au niveau des collectivités fondé sur «Savoir pour sauver», en intégrant des thèmes relatifs aux droits des enfants, à l'environnement, aux droits des femmes et à la

problématique hommes-femmes au foyer et dans la collectivité, ainsi que les problèmes auxquels sont confrontés les adolescents.

23. Cuba s'efforce de maintenir la qualité de son système d'enseignement primaire. Cet effort comprend la formation en cours d'emploi des instituteurs aux compétences techniques générales et aux thèmes de programmes spécifiques de cours. La masse commune des ressources permettra la mise au point de matériel de formation des instituteurs à la sensibilisation à la problématique hommes-femmes en classe et dans la collectivité, à la coopération, à l'égalité et aux droits des enfants. Les fonds supplémentaires permettront une large production et diffusion de ce matériel et comprennent une aide technique pour la mise au point d'un système de mesure et de suivi des performances d'apprentissage des enfants des écoles primaires. Le projet fera appel à l'expérience acquise dans ce domaine en Amérique latine par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

24. L'enseignement préprimaire non formel intitulé «Educate your child» («Educa a tu Hijo») concerne 45 % des enfants cubains de moins de 6 ans et est dispensé par des centres peu coûteux gérés par les collectivités (s'y ajoutent 37 % d'enfants fréquentant les centres préprimaires formels). Le programme apportera un soutien sous forme de matériel de formation pour les éducateurs et contrôleurs non formels. Les fonds supplémentaires contribueront à étendre le nombre de bénéficiaires à 130 000 enfants de plus et à aboutir ainsi à un accès quasi universel pour les enfants cubains en âge préscolaire.

25. Le projet actuel d'éducation publique fondé sur des thèmes du programme «Savoir pour sauver» continuera à faire très largement appel à la radio-télévision et à la presse écrite pour toucher les familles et les dirigeants des collectivités. Les nouveaux thèmes éducatifs concernent notamment les droits des enfants, les droits des femmes et la sensibilisation à la problématique hommes-femmes, l'attention à l'environnement et, en particulier, les problèmes qui préoccupent de plus en plus les adolescents: valeurs sociales, styles de vie sains et confrontation à l'incertitude.

Politique sociale et gestion

26. Un programme touchant la politique sociale et la gestion offrira un soutien global à la gestion du Plan national d'action et des programmes provinciaux d'action. Il porte notamment sur l'assistance technique et le soutien financier dans le cadre du renforcement des systèmes de suivi qui permettra de disposer, sur la situation des enfants et des femmes, de connaissances actualisées sur lesquelles fonder les décisions de programme aux niveaux national et provincial, ainsi qu'un appui technique à la réalisation d'études et d'évaluations qui contribuent à orienter la politique et l'exécution du Plan national d'action et des programmes provinciaux d'action: par exemple, analyse des coûts des programmes sociaux permanents et alternatifs, études sur des thèmes liés à la Convention relative aux droits de l'enfant et à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, et égalité hommes-femmes. Au niveau provincial, en particulier, le programme facilitera la

coordination entre les secteurs de la santé, de l'eau et de l'assainissement, et de l'éducation.

27. Outre à l'appui technique et financier de l'UNICEF, le programme sur la politique sociale et la gestion fera appel au soutien du Programme des Nations Unies pour le développement, par le biais de son projet sur l'analyse des politiques et la formation à la gestion; du Programme alimentaire mondial, par l'analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle; de l'UNESCO, par les composantes éducative et culturelle du Plan national d'action et des programmes provinciaux d'action; et du Fonds des Nations Unies pour la population, au travers de l'analyse des dimensions «population» et «démographie» de l'exécution des programmes provinciaux d'action.

Stratégie en matière de collecte de fonds

28. Ces dernières années ont vu une augmentation remarquable du soutien financier au programme de Cuba sous la forme de fonds supplémentaires en provenance, notamment, des comités nationaux du Canada, d'Allemagne, d'Italie, des Pays-Bas, d'Espagne et du Royaume-Uni. L'assiette du programme en masse commune des ressources n'autorisera qu'une action très limitée dans les domaines de la santé, de l'eau et de l'assainissement, et de l'éducation; la réalisation des objectifs du programme, y compris les avancées significatives sur le plan de l'accès aux services essentiels, dépendra du maintien des ressources disponibles en provenance des bailleurs de fonds extérieurs précités et d'autres.

Suivi et évaluation

29. Le programme pour la politique sociale et la gestion assurera un flux permanent de données sur la situation des enfants et des femmes, ainsi que sur les progrès dans la mise en oeuvre du programme et sur les projets aux niveaux provincial et national. Des examens formels de l'état d'avancement du programme seront réalisés deux fois par an par des comités techniques provinciaux, constitués de représentants des ministères d'exécution responsables placés sous la coordination de l'autorité provinciale concernée. Les examens au niveau provincial fourniront les données de base pour les examens au niveau national, qui seront également pratiqués deux fois l'an et organisés par le Ministère de l'investissement étranger et de la collaboration économique.

Gestion du programme

30. L'exécution du programme sera assurée par le Ministère de la santé publique, le Ministère de l'éducation et l'Institut national des ressources hydrauliques, sous la coordination du Ministère de l'investissement étranger et de la collaboration économique. Au niveau du terrain, la responsabilité opérationnelle est déléguée aux différentes autorités provinciales. L'UNICEF maintient à La Havane un bureau de liaison dépendant du bureau de zone pour le Mexique et Cuba, situé à Mexico. Le personnel du bureau de La Havane est composé d'un administrateur recruté sur le plan international, de deux administrateurs recrutés sur le plan national (début 1997) et de personnel d'appui national financé en partie par le Gouvernement de Cuba.

Tableau
Postes et dépenses de personnel dans le budget-programme

PAYS : CUBA
PROGRAMME : 1997-2001

SECTIONS/DOMAINES DU PROGRAMME ET SOURCES DE FINANCEMENT	BUDGET-PROGRAMME (en milliers de \$)				POSTES a/								DÉPENSES DE PERSONNEL b/ (en milliers de \$)				
	MC	FSD	NFS	TOTAL	D2/L7	D1/L6	P/L5	P/L4	P/L3	P/L2	AI	AN	SG	TOTAL	AI	LOCAUX	TOTAL
MASSE COMMUNE DES RESSOURCES :																	
Santé	1 250			1 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0
Eau et assainissement	1 100			1 250	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0
Éducation	1 000			1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0
Politique sociale et gestion	400			400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0
Appui au programme	1 250			1 250	0	0	0	1	0	0	1	1	3	5	704,1	221,6	925,7
TOTAL MC	5 000			5 000	0	0	0	1	0	0	1	1	3	5	704,1	221,6	925,7
FONDS SUPPLÉMENTAIRES :																	
Santé		0	3 197	3 197	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0
Eau et assainissement		0	3 500	3 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0
Éducation		0	2 540	2 540	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0
Politique sociale et gestion		0	600	600	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0
Appui au programme		0	163	163	0	0	0	0	0	0	0	1	2	3	0,0	161,0	161,0
TOTAL FS		0	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0	0	1	2	3	0,0	161,0	161,0
TOTAL MC & FS	5 000	0	10 000	15 000	0	0	0	1	0	0	1	2	5	8	704,1	382,6	1 086,7
BUDGET ADM. ET D'APPUI AU PROGRAMME		Dépenses de fonct. Dotation		0,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0
TOTAL GÉNÉRAL (MC+FS+ADM)					0	0	0	1	0	0	1	2	5	8	704,1	382,6	1 086,7
Nombre de postes et dépenses de personnel																	
Cycle de programme en cours																	
À la fin du cycle de programme projeté (à titre indicatif seulement)																	
											1	0	5	6	704,1	382,6	1 086,7
											1	2	5	8	704,1	382,6	1 086,7

MC = masse commune des ressources; FS = fonds supplémentaires; FSD = fonds supplémentaires disponibles; NFS = nouveaux fonds supplémentaires; AI = administrateur international;
AN = administrateur national; SG = services généraux; ADM = administration

a/ Chaque poste, quelle que soit sa source de financement, appuie l'ensemble du programme de pays.

b/ Ne comprend pas l'aide temporaire et les heures supplémentaires; comprend les coûts des Volontaires des Nations Unies.